

BVA a rendu publique une étude(1) sur : « Développement durable : quelles sont les attentes du consommateur-citoyen ? »

Isabelle ROUSSEL(2)

Cette investigation repose sur une double interrogation

- Celle d'un échantillon de 1 000 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes après stratification par région et catégorie d'agglomération : sexe, âge, profession du chef de famille, type de logement, statut d'habitation, nombre de personnes dans le foyer. L'interrogation a été effectuée, en décembre 2011, par l'intermédiaire d'un questionnaire en ligne.
- Quelques questions « miroirs » posées à un échantillon de 500 chefs d'entreprise par téléphone, en janvier 2012.

Le résultat majeur souligne la confrontation quotidienne des citoyens à un arbitrage conflictuel entre leurs aspirations individuelles et l'intérêt général

- En matière de développement durable, la protection de l'environnement (40 %) et l'équité sociale (30 %) constituent les problèmes qui préoccupent le plus les citoyens devant les déséquilibres économiques et financiers (18 %) et la santé (12 %). Ils

expriment ainsi, au niveau global, le souhait d'un rééquilibrage des enjeux en faveur des dimensions sociales et environnementales.

- Dès que l'on aborde les aspirations personnelles des citoyens à court terme, la hiérarchie des priorités change avec un recentrage sur les éléments individuels : leur santé et celle de leurs proches (38 %) et l'amélioration de leur niveau de vie (28 %). La protection de l'environnement (18 %) et l'équité sociale (16 %) apparaissent alors en retrait.

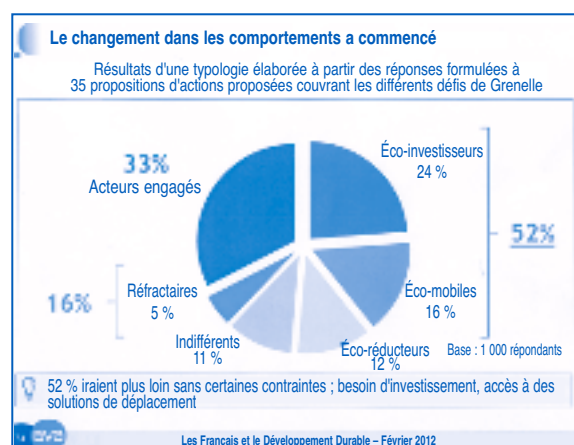
Leurs actions quotidiennes sont ainsi d'abord influencées par la qualité de vie, la santé et le plaisir... et le souhait d'une mutation environnementale et sociale constitue plutôt un objectif à long terme en toile de fond.

Si les citoyens se montrent pessimistes à l'égard de l'avenir de la planète... ils ont commencé à agir. Seuls 18 % des citoyens se déclarent confiants vis-à-vis de l'avenir de la planète.

- Face à la détérioration de l'environnement et de la planète, ils ont pris conscience de la nécessité de modifier de façon importante leur mode de vie (77 %). Seulement 43 % d'entre eux pensent que la technique empêchera la dégradation de l'environne-

(1) disponible sur demande à : communication@bva.fr

(2) Vice-présidente de l'APPA, Directeur de la publication Pollution Atmosphérique.



ment... et se considèrent comme un acteur du changement (19 %) au même titre que les entreprises (19 %).

- 33 % des citoyens interviewés ont engagé des actions multiples et variées couvrant la diversité des défis du Grenelle (« acteurs engagés ») et 52 % sont sur le chemin de l'engagement avec des niveaux d'avancement plus ou moins élevés :

- Les éco-réducteurs (12 %) se situent au premier stade de la démarche et réalisent principalement des éco-gestes individuels.
- Les éco-mobiles (16 %) et les éco-investisseurs (24 %) ont, quant à eux, entamé des actions modifiant de façon substantielle leurs modes de vie :
 - Les éco-mobiles, plutôt implantés en zone urbaine, s'engagent principalement sur les défis relatifs à l'éco-consommation et aux déplacements.
 - Les éco-investisseurs, propriétaires en zone rurale voire périurbaine, s'engagent sur les thématiques d'éco-consommation, d'efficacité énergétique ou de protection de la biodiversité.

Les citoyens priorisent les défis sur lesquels ils peuvent agir à titre individuel...

- L'éco-consommation (25 %) et l'efficacité énergétique (24 %) constituent les défis qu'ils jugent prioritaires. Ce sont des sujets qu'ils considèrent comme relevant de leur responsabilité et sur lesquels ils ont le sentiment de résultats accessibles.
- Les défis collectifs se situent en retrait de leurs priorités (cohésion sociale (12 %), santé publique (11 %), éducation (8 %)), ce qui met en lumière leurs doutes sur leur capacité à agir ou à mobiliser la masse.

Les citoyens expriment une certaine défiance vis-à-vis de l'État et des collectivités, et se tournent vers les associations de consommateurs ou environnementales (59 % des interviewés leur font confiance) pour qu'elles fassent pression pour accélérer les mutations.

Pour la majorité des citoyens interrogés (51 %), l'État constitue le principal acteur attendu. Son rôle d'organisateur, coordinateur voire animateur, est perçu comme particulièrement crucial sur les défis collectifs. Toutefois, ils ne lui accordent qu'une confiance limitée (18 % des interviewés déclarent avoir confiance dans l'État et dans les collectivités pour faire avancer les choses en matière de développement durable), au même titre qu'aux syndicats

(18 % de confiance) et aux organismes professionnels (15 %). On peut se demander si, pour les citoyens, le Grenelle est vraiment le moteur du changement comme d'aucuns peuvent l'affirmer.

Les citoyens se montrent critiques vis-à-vis de l'action des entreprises qu'ils jugent plutôt en retrait. Seulement 46 % des citoyens estiment que les entreprises ont réalisé des efforts importants en matière de développement durable. Les chefs d'entreprise sont encore plus sceptiques sur l'importance des actions engagées et des mutations opérées.

Même si tous les secteurs ne sont pas logés à la même enseigne, on peut s'interroger sur la capacité des entreprises à prendre en charge des enjeux collectifs là où l'État ne remplit pas son rôle pour recréer un lien plus fort avec les citoyens.

Les chefs d'entreprise sous-estiment leur responsabilité d'acteurs de la mutation :

- les chefs d'entreprise considèrent que c'est d'abord à l'État (41 %) puis aux citoyens (38 %) d'agir ;
- seuls 8 % d'entre-eux se voient comme un acteur prioritaire (contre 19 % des citoyens) ;
- au final, seuls 35 % reconnaissent avoir engagé des efforts importants (contre 46 % du point de vue des citoyens). Toutefois, 75 % de ceux qui agissent ont ressenti un bénéfice principalement d'ordre environnemental (38 %) mais également économique (26 %) ou de valorisation de leur image (11 %).

Conclusion

Ce sondage confirme plusieurs éléments déterminants dans l'évolution du monde à venir. Même si l'État, et surtout l'Europe, imposent des règlements, la dynamique de l'action résulte d'une prise en considération de l'amélioration du bien-être et de la salubrité de la sphère individuelle. Certes les craintes vis-à-vis de l'avenir de la planète sont présentes mais les évolutions du comportement sont motivées par un bénéfice plus immédiat. En revanche, l'enjeu planétaire que représentent les évolutions des modes de vie est acquis pour 77 % des enquêtés. C'est dans le cadre de la proximité que se dessinent les évolutions majeures ; or, dans ce cadre, l'État paraît aujourd'hui bien lointain. Certaines entreprises apparaissent, à ce stade, comme peu crédibles même de leur point de vue mais peuvent saisir l'opportunité de s'approprier le sujet. Les élus locaux et les associations constituent alors les partenaires les plus susceptibles de s'engager pour accompagner le changement...

